

EDITO DU SECRETAIRE DEPARTEMENTAL DU 17/11/2009

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ignorons toujours le jour de la première nomination officielle, d'un Administrateur Départemental des Finances Publiques, dans notre Département.

Son nom est connu depuis longtemps.

Alors, un peu de patience, nous aurons bientôt un DDFIP, avant Noël, c'est sûr.

On nous l'avait promis pour l'automne 2009.

L'hiver commencera bien cette année le 21 décembre.

On est dans les temps.

Voilà aujourd'hui notre seule certitude.

Plus sérieusement, à travers les multiples rencontres Administration – Organisations Syndicales, force est de constater que le fossé se creuse de plus en plus, sur les divergences d'analyse des deux parités, au sujet des motivations réelles de la création de la DGFIP.

Pour l'administration, il s'agit de rendre un meilleur service à l'utilisateur, ce qui pourrait se résumer à travailler mieux.

Pour FORCE OUVRIERE, il s'agit de créer les conditions pour pouvoir supprimer encore plus d'emplois, au détriment du service public, ce que nous condamnons, en rappelant qu'un emploi public peut être non rentable économiquement, mais utile socialement.

Il faut dire que dans notre seul Ministère, c'est plus de 20 000 Emplois qui ont été supprimés en 10 ans.

En 2010 c'est 3244 emplois qui sont condamnés à disparaître

FO DGFIP 66 va bientôt connaître le nombre de suppressions d'emplois dans le département. La direction connaît peut-être déjà ce chiffre.

Cette incertitude nous inquiète bien plus que celle relative à la date de nomination du DDFIP, car nous touchons là du doigt le côté sombre de la réforme.

Sans cette dernière, les suppressions d'emplois seraient quand même là, nous dit-on.

Certes, mais avec elle, le volume de ces suppressions ne pourra que s'accroître.

Nos décideurs se donnent les moyens de leurs ambitions, dans la destruction de l'emploi public

Récemment, notre Fédération des Fonctionnaires, par la voix de sa Secrétaire Générale, Anne BALTAZAR, s'est indignée du fait que le Président de la République, s'est félicité d'avoir détruit 100 000 emplois en deux ans et demi, et a rappelé que l'adoption de la loi mobilité cet été, constitue un plan social organisé.

La circulaire d'application de cette loi va bientôt paraître.

Voilà une autre inquiétude qui revient dans l'actualité.

Plus que jamais le combat syndical, avec FORCE OUVRIERE, demeure une nécessité.